

Grèce : après la capitulation de Tsipras devant la Troïka, tout faire pour empêcher l'application de cet accord scélérat

Contrairement à celles et ceux qui pensaient que Tsipras allait faire les premiers pas d'une rupture avec l'austérité - même timides - nous avons indiqué¹ que Tsipras devrait très vite choisir entre renoncer à son programme anti-austérité ou rompre avec la bourgeoisie grecque et l'UE. En effet, il n'y a pas de rupture possible avec l'austérité sans politique anticapitaliste véritable, c'est-à-dire révolutionnaire. Les événements qui se succèdent le démontrent une fois de plus.

Tsipras a d'abord passé un accord avec les *Greco indépendants* (parti de droite souverainiste) pour former le gouvernement. Avec un tel parti lié à l'Église et à l'Armée, il n'était évidemment pas question de prendre la moindre mesure contre la toute puissante Église orthodoxe, et encore moins d'envisager une quelconque nationalisation de ses richesses. Tsipras a ensuite passé un accord avec la *Nouvelle Démocratie* (parti de droite, frisant avec l'extrême-droite, qui a appliqué les mémorandums depuis trois ans avec le PASOK) pour faire élire un président de la République de la ND (et par ailleurs, ex-ministre de l'Intérieur au moment de la répression des manifestations de 2008). C'est en opposition totale avec ses engagements et c'est un mépris scandaleux pour les travailleurs/ses qui ont donné une large majorité à Syriza au Parlement et sanctionné de façon très nette la ND. En plus de faire élire un conservateur à la présidence de la république, Tsipras a également plié à l'injonction de Juncker de ne pas remplacer le commissaire européen grec de droite par un membre de Syriza, ce qui aurait été le cas si ce commissaire avait été placé à la présidence de la République.

Après cette série de capitulations devant la bourgeoisie grecque, le gouvernement grec dirigé par Tsipras a aussi, tout à fait logiquement, capitulé devant les exigences de Hollande et Merkel. L'accord conclu le 20 février n'est malheureusement pas une surprise. Depuis sa victoire, et malgré des discours et des postures lyriques, les concessions se sont enchaînées pour trouver leur débouché logique le 20 février.

Le contenu de l'accord signe la trahison des promesses de campagne de Tsipras

Le texte de l'accord peut être lu à l'adresse suivante :

<http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/02/150220-eurogroup-statement-greece/>

Cet accord signe une capitulation complète de Tsipras devant les injonctions des bourgeoisies européennes :

- **Le gouvernement grec s'engage à rembourser intégralement et dans les délais impartis toute la dette que l'État grec doit à ses créanciers.** On sait que Syriza ne revendiquait plus l'annulation unilatérale de la plus grande partie de la dette, mais une négociation qui devait déboucher sur le même résultat... En effet, le résultat est impressionnant !
- **Le « programme d'aide » actuel est prolongée et la tutelle de la Troïka est maintenue.** Le mot « Troïka » disparaît au profit des « Institutions », mais c'est bien le seul changement. Lors de son discours d'investiture devant le parlement, Tsipras semblait catégorique : « Schäuble [ministre allemand des finances] peut nous le demander de n'importe quelle façon, nous ne demanderons pas d'extension du plan d'aide actuel ». Or, c'est bien le plan d'aide actuel qui a été étendu (pour 4 mois), avec les mêmes contrôles par les experts de la Troïka, qui patrouilleront sur place et émettront des jugements en fonction desquels le programme d'aide pourra être stoppé à tout moment.
- **Le gouvernement grec renonce à toute mesure unilatérale qui aurait un impact budgétaire négatif et s'engage à ne pas revenir en arrière sur les réformes déjà accomplies.** Le mémorandum n'est donc pas mort, il est maintenu intégralement, et Tsipras doit avoir le feu vert de la Troïka pour la moindre mesure. D'ores et déjà, le gouvernement grec a fait savoir qu'il n'était pas question d'augmenter le salaire minimum d'ici fin juin (où l'extension du programme prendra fin)

Cet accord est donc une trahison des engagements de Tsipras moins d'un mois après son élection. Dès ce lundi 23

¹ Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/articles-pdf/artpdf-713.pdf>

février, le gouvernement doit présenter sa copie à la Troïka qui décidera si le gouvernement grec mérite ses subsides... qui serviront à rembourser les créanciers !

Quand Tsipras et ses groupies françaises dévoilent leur vrai visage

Tsipras et la clique autour de lui n'ont peur de rien, et surtout pas de prendre le peuple grec pour des idiots. Tsipras a assuré « avoir gagné une bataille » permettant à son pays « de laisser derrière lui l'austérité, le mémorandum, la Troïka ». Varoufakis, son ministre des finances, a déclaré : « nous avons pu concilier le respect des règles de l'Eurogroupe avec celui de la démocratie, et cela signifie qu'un grand pas a été accompli en Europe. La Grèce laisse le mémorandum derrière elle et devient coauteur des réformes et de sa destinée ».

Ces gens là n'ont vraiment aucun scrupule et ils cherchent à tromper les travailleurs/ses en utilisant les ficelles les plus grosses. Ils peuvent compter sur leurs groupies françaises qui montrent elles-aussi leur vraie visage, celui de la démagogie sans limite. Sur Twitter, le soir même de l'accord scélérat, Pierre Laurent exultait : « Cet accord-pont est 1 victoire du peuple grec & la preuve que le changement est possible »². Et Mélenchon dans la même veine, claironnait : « Hourra ! L'ignoble Schäuble n'a pas eu le dernier mot ! Félicitations au gouvernement grec ! »³.

C'est tout simplement sidérant ! Pourtant, les antilibéraux honnêtes (eh oui ils existent !) ne pouvaient qu'acter la capitulation de Tsipras, comme l'a fait très clairement Ludovic Lamant sur Mediapart⁴.

Pour une mobilisation des travailleurs/ses qui balaie l'accord du 20 février !

L'enjeu désormais est d'avoir la mobilisation la plus grande possible en Grèce contre cet accord, et pour forcer les députés à rejeter cet accord. Et de mobiliser ici contre cet accord scélérat qui maintient la Grèce sous tutelle et l'engage à rembourser intégralement sa dette, en solidarité avec les travailleurs/ses grecs. Hollande, logiquement, a salué un « bon compromis », du point de vue des intérêts de classe qu'il défend : ceux des capitalistes. Nous dénonçons le gouvernement français qui cherche à maintenir les travailleurs/ses grecs sous tutelle et à leur faire payer une dette dont ils ne sont pas responsable. **Nous exigeons l'annulation de toute la dette publique grecque, en premier lieu celle détenue par l'État français.**

A l'opposé des gesticulations pitoyables d'un Mélenchon ou d'un Laurent, nous ne pouvons que saluer avec émotion l'appel de Manolis Glezos, député européen de Syriza, et héros de la Résistance antifasciste, dont nous avons traduit l'appel : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=11855>. Il dit les choses sans détour et présente ses excuses au peuple grec d'avoir participé à cette illusion. Et il appelle à la mobilisation contre l'accord et dit sans aucune ambiguïté qu'il ne doit y avoir aucun compromis avec la Troïka. Soit le gouvernement se soumet à la Troïka, et soit il rompt avec l'UE. Il n'y a pas d'autre issue, n'en déplaise aux antilibéraux européistes⁵ qui continuent à propager l'illusion d'une possible rupture avec l'austérité dans le cadre de l'UE.

En Grèce, les anticapitalistes d'Antarsya dénoncent sans aucune ambiguïté l'accord du 20 janvier, et appellent à la mobilisation pour le défaire⁶. Nous sommes solidaires de leur combat qui est celui du peuple grec, et nous partageons avec eux une grande partie des solutions immédiates qu'il faut promouvoir pour sortir réellement de l'austérité :

- **annulation de toute la dette publique**
- **nationalisation du secteur bancaire et des entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs/ses**
- **rupture avec l'UE et l'euro, réquisition de la banque centrale pour émettre une nouvelle monnaie inconvertible sur les marchés financiers**
- **monopole du commerce extérieur pour ne plus être soumis à la dictature des marchés mondiaux**

Tendance Claire du NPA

2 Cf. https://twitter.com/plaurent_pcf/status/568867215681961984

3 Cf. <https://twitter.com/JLMelenchon/status/568881551989207040>

4 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=11840>

5 Cf. l'analyse de Pierre Khalfa : <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/210215/la-grece-sur-le-fil-du-rasoir>

6 Cf. <http://www.antarsya.gr/node/2946>